

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 20/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SANOFI-CHIMIE**

route d'Avignon  
30390 Aramon

Références :  
Code AIOT : 0006600432

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement SANOFI-CHIMIE implanté route d'Avignon 30390 Aramon. L'inspection a été annoncée le 09/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le suivi des suites données à la visite d'inspection à chaud réalisée le 11/04/2022 suite à l'évènement survenu le dimanche 10/04/22, concernant la chute et la casse d'une portion de près de 100 mètres du collecteur de COV site (section DN500), sans aucun blessé ni aucun autre dégât sur les installations.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI-CHIMIE
- route d'Avignon 30390 Aramon
- Code AIOT : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine SANOFI CHIMIE à Aramon, créée en 1963, produit près de 700 tonnes par an de principes actifs médicamenteux, essentiellement destinés à un usage pharmaceutique. La production s'effectue selon trois types de procédés : la synthèse organique, l'extraction végétale et l'hémi-synthèse, et la biochimie.



Sur les 85 hectares du site, les installations industrielles en occupent 20 et se répartissent sur une quarantaine de bâtiments. Le site est situé à 2 km d'Aramon et emploie environ 900 salariés (dont près de 150 sous-traitants).

Le site relève des deux directives européennes suivantes :

- \* Directive SEVESO (statut Seuil Haut) de par le dépassement direct des seuils des rubriques ICPE relatives au stockage et à l'emploi de substances toxiques aiguës, de produits dangereux pour l'environnement aquatique ou encore de substances ou mélanges cancérogènes spécifiques ;
- \* Directive IED (émissions industrielles) de par les activités de fabrication par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, et l'élimination ou valorisation de déchets dangereux dans une installation de co incinération.

Le site fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté préfectoral du 16 janvier 2013.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan d'actions suite à l'incident de chute et casse du collecteur COV du 11/04/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Analyse des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7, point 2	/	Lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
2	Maintenance et surveillance du collecteur de COV	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de s'assurer de la bonne mise en œuvre du plan d'actions proposé par l'exploitant dans son rapport d'incident établi suite à la chute et la casse du collecteur de COV le 10/04/2022, ainsi que sa prise en compte dans le système de gestion de la sécurité du site.

Néanmoins, étant donné que le collecteur est le siège d'un accident majeur dans l'étude de dangers du site, il est demandé à l'exploitant, de réaliser une nouvelle analyse des risques sur le collecteur dans un délai de 4 mois. Cette analyse pourra prendre la forme d'une notice de réexamen.

## 2-4) Fiches de constats



## N° 1 : Rapport incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Suite à la visite d'inspection à chaud du 11/04/2022 - constat 1, l'exploitant a transmis le rapport d'incident référencé HSE22.082-v2 en date du 21/04/2022, faisant suite à la chute depuis le rack et la casse du collecteur de COV en date du 10/04/2022.</p> <p>Le plan d'actions est établi suite à l'analyse des causes profondes réalisées et à l'appui de l'étude technique du 4/12/2019 réalisée par Technip sur le collecteur.</p> <p>La présente visite a permis de s'assurer de la mise en œuvre du plan d'actions proposé par l'exploitant. En particulier, l'inspection relève depuis la casse la mise en place des actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place effective sur tout le linéaire de modalités de "fixation" du collecteur différentes, justifiées dans l'analyse pour éviter tout risque de chute ou de casse du collecteur de part la sollicitation mécanique et/ou la sortie de patins des supports lors des phénomènes de dilatation/rétraction : le collecteur peut maintenant coulisser dans des colliers de fixation répartis entre des points fixes éloignés et est équipé de chambres de dilatation en inox assurant l'étanchéité du dispositif et permettant d'absorber les phénomènes de dilatation du réseau observés en fonction de conditions extérieures ;</li> <li>- la réparation des casses : point constaté visuellement sur site au niveau du linéaire situé entre le bâtiment 13 et le bâtiment 67 ;</li> <li>- la mise en place de la vérification préventive annuelle faite par le personnel de chaque atelier lors des arrêts d'été pour reprises des supports du réseau au niveau de la connexion des ateliers ;</li> <li>- la mise en place de la vérification mensuelle par contrôle visuel du réseau faite par le personnel des utilités ;</li> <li>- la vérification annuelle par bureau d'études extérieure sur la structure et poteaux supportant le collecteur : le rapport établi le 27/01/2023 fait l'objet d'une analyse en cours par les services techniques pour mise en place d'un programme d'actions en conséquence, les priorités P1 devant être levées courant 2023.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 2 : Maintenance et surveillance du collecteur de COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité - SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Le collecteur de COV est source d'un phénomène dangereux majeur (explosion) identifié dans l'étude de dangers du site.  A ce titre, la bonne intégrité du collecteur fait notamment l'objet d'une surveillance et d'une maintenance spécifique. En complément des points intégrés suite à l'incident du 10/04/2022 et explicités au constat 1, l'exploitant a également en place : <ul style="list-style-type: none"><li>- une surveillance permanente au niveau de la salle de contrôle utilisées par le suivi du maintien de la dépression dans le réseau;</li><li>- une maintenance annuelle au niveau des équipements présents en toiture (ventilateurs et pare-flammes)</li><li>- une maintenance annuelle sur le linéaire du collecteur au niveau des soudures des portions de tuyauterie.</li></ul> Ce programme est renseigné sur SAP, qui assure également le suivi des actions.  L'inspection constate que l'exploitant dispose d'une procédure au titre du volet "Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation" au titre du système de gestion de la sécurité du site, mais qui nécessite d'être complétée afin d'intégrer le sujet relatif au collecteur COV. L'exploitant propose de compléter son SGS sur ce volet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Analyse des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7, point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le rapport d'accident a démontré que les causes de cet accident n'étaient jusqu'à ce jour pas identifiées par l'exploitant.</p> <p>Or le collecteur est le siège d'un accident majeur dans l'étude de dangers du site. Cet accident modifie à minima les causes de cet accident voire sa probabilité et a nécessité la mise en œuvre de nouveaux moyens de prévention techniques.</p> <p>Une analyse des risques, qui peut prendre la forme d'une notice de réexamen, doit être faite par l'exploitant dans un délai de 4 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> lettre préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet